

Daniel Bensaïd

Portugal

À propos du MFA

Nature et fonction du MFA ^{1/}? Quelle attitude envers lui? Le problème est sérieux, mais trop souvent abordé de façon métaphysique, davantage en fonction des débats en France que de l'orientation au Portugal même. Alors, pour débayer le terrain, essayons de voir où sont précisément les points d'accord et de divergence.

Sur le rôle bonapartiste du MFA

Sur ce point, il semble qu'il y ait unanimité. Chaque échec de la réaction (juillet 1974, 28 septembre, 11 mars) a poussé un peu plus le MFA à l'avant-scène en même temps que tombait un nouvel atout de la bourgeoisie. Avec le pacte d'entente entre le MFA et les partis de la coalition gouvernementale, ce rôle bonapartiste se trouve cristallisé et explicité.

La subordination systématique des organes civils (le gouvernement au conseil de la Révolution, l'assemblée législative à l'assemblée du MFA) consacre l'acceptation par les partis de ce rôle : le MFA apparaît comme la clé de voûte du pacte de collaboration de classe. À ce titre, il est évident qu'il est bien le dernier rempart de l'ordre bourgeois, la dernière sauvegarde des institutions capitalistes.

C'est là le résultat d'une situation qui s'est développée pendant un an. Il serait cependant faux d'y voir un choix délibéré de la bourgeoisie (ou même de la grande bourgeoisie) portugaise prise comme un tout. Il serait erroné de voir dans le MFA le pion qu'elle a élu, machiavélique-

ment. En juillet 1974, elle aurait préféré renvoyer les capitaines à leurs quartiers et imposer une solution bonapartiste classique autour de Spínola. En septembre, elle l'a encore tenté. Et en mars, en employant des moyens plus énergiques. La grande bourgeoisie portugaise est directement impliquée, à des degrés divers dans ces tentatives. Il suffit de lire le rapport d'enquête du syndicat des banques après le 11 mars pour voir que le capital financier n'avait pas lésiné sur les moyens, pour mettre à nu ses liens avec tous les partis de la droite jusqu'au PPD inclus. Or, dans une vieille métropole coloniale comme le Portugal, le capital financier jouait un rôle prépondérant.

D'échec en échec, la bourgeoisie a grillé de précieuses cartouches. Et chaque fois le rôle du MFA en est sorti renforcé. Provisoirement la bourgeoisie se raccroche au MFA, faute de mieux, mais sans enthousiasme : il est trop hétérogène pour se prêter à un contrôle politique strict. N'oublions pas que le PPD et le PS, à la veille du 11 mars s'opposaient farouchement à l'institutionnalisation du MFA. Ils l'ont avalée au lendemain du 11 mars, faute de mieux comme seule digue face à une montée des masses que la bourgeoisie avait précisément sous-estimée.

Ce rôle bonapartiste du MFA résulte d'un équilibre catastrophique entre les classes. La polarisation sociale, le degré de tension entre les deux classes sociales fondamentales ont atteint un point très aigu, sans que l'une ou l'autre possède une direction capable de dénouer la crise à son profit. La classe ouvrière parce qu'elle reste sous l'influence des partis réformistes, affaiblie par leur division. La bourgeoisie parce qu'elle vient de subir plusieurs revers, qu'elle sort d'une longue dictature sans direction politique expérimentée et parce qu'elle est divisée sur la voie

à suivre. C'est cet équilibre instable et l'incapacité à le rompre d'un côté ou de l'autre qui propulse le MFA au premier plan.

Mais plus le MFA s'avance en première ligne, plus il est appelé à résoudre par lui-même les questions cruciales, plus son hétérogénéité devient un handicap. Il risque toujours davantage la division, l'éclatement. C'est là dira-t-on que sa nature va percer sous l'écorce de sa fonction.

La nature du MFA ?

Certains ont tenté de définir la nature du MFA par ses racines sociales. Pour les uns, le MFA serait un mouvement petit-bourgeois, en vertu de l'extraction petite-bourgeoise de la majorité des officiers de carrière. Pour les autres, il serait l'instrument direct et fidèle du capital financier.

La première démarche est dangereuse. En tant que mouvement petit-bourgeois, le MFA serait sujet à des oscillations. Une ligne résolue et juste du mouvement ouvrier serait donc susceptible de le faire pencher du bon côté et de s'en faire *en tant que tel* un allié.

La seconde hypothèse est absurde, elle relève d'une vision policière de l'histoire, à base de manipulations, largement démontée par un an d'histoire concrète au Portugal.

Il faut donc prendre le problème autrement. Le MFA est une fraction de l'armée, un regroupement professionnel au sein d'une institution étatique, l'institution militaire. À ce titre, on peut dire qu'il participe de l'appareil d'État, de ses fonctions répressives, ce qui suffit à le qualifier sans hésitation de bourgeois.

Mais tout n'est pas réglé pour autant. Nous savons et nous l'avons exposé dans les thèses du congrès que les institutions, y compris les institutions étatiques, sont traversées, inégalement par des polarisations de classe. Com-

^{1/} MFA: Mouvement des forces armées, créé en septembre 1973.

ment traiter par exemple le syndicat de la magistrature ; selon la méthode employée, il est aussi bourgeois que le MFA. Nous savons cependant qu'il représente une première rupture pratique, confuse et hétérogène envers son institution. De même pour le MFA. On ne résout pas la question en expliquant qu'il s'agit d'un regroupement corporatiste pour la défense des intérêts de caste des officiers. Quand bien même cela aurait été le cas à l'origine (ce qui est discutable), le rôle joué depuis un an montre bien que ce cadre de regroupement a été depuis longtemps transgressé.

Devant un tel phénomène, deux attitudes sont possibles.

La première, ultimatisante, qui considère qu'un tel mouvement, bourgeois par sa position institutionnelle, ne peut être que l'expression fidèle des intérêts de la bourgeoisie. Il faut alors le traiter comme un parti politique bourgeois. On ne cherche pas à diviser le PPD, on veut le chasser du gouvernement. On dit : dehors le PPD ! Il faudrait alors dire aussi : dehors le MFA ! La réponse découlerait de l'analyse et aucun argument pédagogique (les masses ne comprendraient pas) ou tactique (on risquerait la répression) ne permettrait de s'y dérober.

La seconde attitude est autre. Elle considère la formation d'un tel mouvement au sein de l'institution comme une première rupture ; ce qui n'empêche pas ce mouvement hétérogène politiquement d'être lui-même traversé par plusieurs courants de classe. Que la position de classe soit clarifiée, que cette première rupture soit approfondie ne dépend plus seulement du mûrissement politique au sein du MFA. Le penser ne pourrait conduire qu'à des

positions attentistes ou, au contraire, ultimatisantes. Cela dépend désormais de la politique concrète du mouvement ouvrier et des réponses qu'il apporte, de l'attraction qu'il peut exercer sur la fraction progressiste du MFA.

Quelle réponse ?

Il faut soigneusement distinguer la réponse stratégique et les questions tactiques.

Sur le plan stratégique, le PCP répond que l'unité du MFA est la meilleure garantie du processus révolutionnaire. Nous répondons absolument le contraire : que l'unité du MFA fait la part belle à sa droite, que les débats secrets et les décisions unanimes préservent son prestige, et lui donnent le temps de refaire le terrain perdu le 11 mars.

Aux défenseurs de l'unité du MFA nous répondons que le but des travailleurs révolutionnaires n'est pas de l'investir mais de le briser. De le rompre de part et d'autre d'une ligne de classe. Soulignons tout de suite qu'il ne s'agit pas là d'un objectif secondaire ou symbolique : la capacité du mouvement ouvrier à rallier à sa cause une fraction plus ou moins importante d'officiers peut être décisive pour le ralliement d'une fraction massive de la troupe.

Mais cette visée stratégique dicte une pratique et un axe de mots d'ordre. Pour diviser le MFA nous ne comptons pas sur la bonne volonté de tel ou tel officier, mais sur le poids en son sein du mouvement ouvrier organisé, jusque dans les casernes mêmes.

C'est pourquoi l'axe fondamental, c'est la lutte pour la construction de comités ou de syndicats de soldats luttant pour que les droits conquis par le mouvement ouvrier s'appliquent aux casernes : salaire, tenue civile, droit d'organisation... À quoi s'ajoutent des mots d'ordre inscrits dans la situation, depuis le

11 mars surtout : contrôle des stocks d'armes, des entrées et sorties, élection des officiers, armement des organisations ouvrières. Au MFA réservé à la caste nous opposons une pyramide de comités avec des délégués élus et révocables à tous les niveaux. Pour éviter que les gradés ne pèsent d'une autorité trop grande dans ces comités, ne leur imposent leur direction paternaliste, nous fixons un quota de délégués pour les officiers (par exemple un officier pour cinq soldats...). Ensuite, la trajectoire des comités dépendra pour l'essentiel des perspectives ouvertes par le mouvement ouvrier lui-même.

Ça, c'est l'axe stratégique sur lequel nous luttons.

L'alternative des comités au MFA ne s'imposera pas du jour au lendemain, mais par une bataille prolongée.

La lutte assidue pour la perspective que nous nous sommes fixée n'exclut donc pas, entre-temps, des opérations tactiques.

Par exemple, le MFA a impulsé depuis peu des groupes de dynamisation dans les casernes. Ces groupes sont effectivement élus à raison d'un délégué [*Passage en grande partie effacé*^{2/}] une AG par semaine. Cette initiative du MFA a une fonction ambiguë : dynamiser la troupe, mais aussi la « responsabiliser », lui inculquer l'idée de l'amitié et de la discipline dans l'armée (cf. l'article du *Monde* sur le RAL.1, 31 mai 1975). Les possibilités de travail à partir de ces groupes varient cependant de caserne à caserne ; des camarades s'y sont donc fait élire.

À un autre niveau, se pose la question de l'Assemblée du MFA elle-même, surtout depuis qu'elle a été ouverte, de façon limitée à des délégués du contingent. Nous savons là encore que la plupart de ces « délégués » sont désignés ou cooptés plutôt qu'élus. Mais nous n'excluons

^{2/} La nouvelle assemblée comprenait pour 240 membres : 160 officiers, 40 sergents et 40 soldats.

pas par principe que, dans une caserne où nous aurions une base de masse, un camarade accepte d'être délégué à l'Assemblée du MFA *sur la base d'une plateforme* comprenant les mots d'ordre du comité et exigeant la publi-

cité des débats et des positions existant dans l'Assemblée. Il est clair qu'une telle situation ne peut être qu'exceptionnelle et que le camarade ne resterait pas longtemps délégué, Mais ce genre d'initiative serait mieux à même qu'une

dénonciation verbale de mettre en évidence l'alternative entre la structure du MFA et la pyramide démocratique des comités.

Bulletin intérieur, 2 juin 1975